

# Ségolène Royal

Chers amis, je suis heureuse de vous retrouver si nombreux, foule amicale, rassemblement joyeux et qui autorise tous les espoirs. Nous commençons ici notre marche vers la victoire. Je veux d'abord saluer Rennes, une ville que la gauche avec Edmond Hervé et son équipe a su mettre à l'avant-garde de la technologie, du développement durable, avec un pari sur le transport collectif qui l'a su excellemment relever. Edmond, au moment où tu as annoncé ta décision de mettre un terme en 2008 à ton mandat, je veux dire que pour tous les socialistes tu es une référence morale et un exemple pour toute une génération d'élus dont je suis.

Je veux saluer la Bretagne avec Jean-Yves Le Drian et toute son équipe. Une Région fière, et tous les élus ici présents, je vois Louis Le Pensec, Marylise Lebranchu, François Marc, tous les autres. Cette belle région fière de son identité et de sa culture, mais ouverte aux autres, à l'Europe et au monde.

La Bretagne de la mer, première région maritime française qui se mobilise pour défendre ses métiers, en particulier ceux de la pêche, mais aussi des industries navales, celle qui se bat pour sa sécurité contre les pollutions, celle qui a payé si cher le prix des catastrophes maritimes pour savoir que la mer doit d'abord être protégée, cette Bretagne qui au moment du procès de l'Erika crie : plus jamais cela ! Alors que des firmes sans scrupules mais pas sans argent prennent le risque de dégrader pour l'éternité le patrimoine commun de l'humanité et ne font même pas le geste d'indemniser de façon unilatérale l'ensemble des communes qui ont été souillées. C'est un scandale par rapport aux supers profits des compagnies pétrolières.

Je veux saluer la Bretagne de la terre, celle qui a fait de cette région agricole l'une des premières d'Europe avec un modèle coopératif qui vous inspire une légitime fierté, mais aussi celle qui fait un effort pour une agriculture enfin respectueuse de l'environnement et qui s'inquiète devant les perspectives de la future politique agricole commune et qui demande, comme je le fais aussi, la régionalisation des aides. La Bretagne de la terre, bien sûr, mais aussi celle de ses industries d'avenir, de ses entreprises dynamiques, de ses laboratoires réputés, mais aussi la Bretagne qui s'inquiète quand un libéralisme débridé frappe des secteurs clés que sont l'automobile et la filière électronique. Et l'exemple d'Alcatel démontre encore combien le profit à court terme des fonds de pension peut mettre à bas des centres de recherche et d'innovation. Oui, je suis aux côtés de cette Bretagne qui résiste et qui lutte. Et cette cause-là est désormais la mienne et je veux dire aux salariés d'Alcatel menacés de délocalisation, et que nous venons de recevoir tout à l'heure avec Edmond Hervé et Jean-Yves Le Drian, je veux leur dire, et toute cette salle veut leur dire notre solidarité entière, notre colère contre l'inertie gouvernementale, notre volonté de construire une politique industrielle française et européenne, Airbus d'un côté, les télécommunications de l'autre, mais que fait l'Europe pour se défendre ? Que fait le gouvernement pour mettre fin à l'inertie et à la naïveté ? Oui, nous devons conduire des politiques économiques modernes, oui nous devons relever le pays avec une efficacité assumée.

Et je le dis ici, nous le disons, disons-le tous ensemble, nous sommes solidaires des salariés d'Alcatel. Cette délocalisation n'a aucun sens et nous devons y résister !

Et, comme il nous le disait tout à l'heure, il est insupportable qu'une entreprise de pointe, de matière grise, insérée dans un pôle de compétitivité, se voit aujourd'hui menacée. Et je le réaffirme ici solennellement, la régionalisation est le fait que l'État donnera des moyens suffisants aux Régions pour défendre les entreprises des pôles de compétitivité, la régionalisation sera un des leviers d'une politique économique efficace. Oui, une nouvelle étape de la régionalisation sera lancée avec des transferts clairs de compétences comme le développement économique et l'équipement des universités. Et pour éviter les confusions, les péruquations indispensables viendront assurer l'égalité territoriale avec une réforme de la fiscalité locale sans laquelle il n'y a, ni justice, ni efficacité.

Décider au plus près, agir au plus juste, dépenser mieux, voilà l'esprit d'une nouvelle décentralisation qui permettra aux élus d'être plus responsables, aux citoyens d'être davantage associés, à l'État d'être plus ferme dans ses choix et plus respecté dans ses décisions.

Je ne conçois pas, à la différence des autres, le pouvoir comme une propriété. Je ne veux pas d'un État impotent à force d'être omniprésent et inactif alors qu'une administration doit faciliter et non pas empêcher. Le conservatisme, c'est d'abord le maintien d'un système politique épuisé et d'une centralisation archaïque et la République nouvelle que j'appelle de mes vœux, c'est une démocratie partagée qui repose sur la clarté dans les compétences, la transparence dans les financements et la responsabilité dans les actes.

## Et je le dis ici aussi en respect pour les identités régionales et je sais que vous y êtes attachés. Je ferai ratifier la charte des cultures et des langues régionales pour donner toute leur place aux identités culturelles et linguistiques (culture, musique et langues). Et cet effort-là, cet engagement n'est pas incompatible, au contraire, avec ma volonté de promouvoir la francophonie à travers le monde.

Chers amis, nous sommes presque jour pour jour à deux mois du premier tour de l'élection présidentielle. Ce premier tour décidera grandement de l'issue du scrutin et je n'oublie pas le 21 avril 2002. Rien n'est jamais fait et je voudrais dire ici les ravages que peuvent produire la dispersion des candidatures et l'effacement des enjeux ou l'oubli des clivages essentiels. Car le premier tour détermine toujours la dynamique de victoire. Et c'est pourquoi, si l'on veut faire gagner la gauche, permettre le changement, ouvrir l'espérance, il faut être au rendez-vous dès le 22 avril prochain.

Oui, nous sommes à deux mois de cette échéance et j'en vois déjà certains qui s'auto-célébrent, qui se congratulent, qui se désignent avant l'heure. Comme si les Français s'étaient déjà prononcés, comme si l'élection se jouait sur la base de quelques pronostics. Laissons-les croire, laissons-les à leur arrogance et avançons sereinement sur notre chemin, il est le bon.

Moi, j'ai confiance dans notre mouvement, votre présence nombreuse en est le signe. J'ai confiance dans la lucidité des Français sur le bilan des uns comme sur celui des autres. Et ceux qui ont été responsables de l'échec d'aujourd'hui ne peuvent pas être les mieux placés pour permettre le succès de la France demain.

J'ai confiance dans la confrontation des projets et dans la défense du Pacte présidentiel que je propose aux Français. La France que nous voulons ne ressemble pas à celle d'aujourd'hui et encore moins à celle que nos concurrents de droite nous proposent.

Alors, oui, nous avons un devoir de victoire, non pas pour nous-mêmes, non pas la victoire d'un camp contre l'autre, mais celle d'une France qui sait que pour être forte il convient d'abord d'être juste.

Il nous faut gagner et gagner dans la clarté. La clarté commence dans la reconnaissance des idées politiques. Celle, bien sûr, ou celui, je préfère le féminin, bien évidemment, qui sera élu sera le président ou la présidente de tous les Français, et devra certes diriger..., et cette présidente devra diriger le pays en fonction bien évidemment de ce Pacte présidentiel et dans le respect de chacun.

Mais c'est aussi l'honneur de la politique de ne pas dissimuler d'où l'on vient. De mon côté, il n'y a aucune ambiguïté : je suis une élue socialiste depuis quatre mandats, j'ai été ministre de François Mitterrand puis de Lionel Jospin, et j'ai participé à l'une des actions réformatrices les plus honorables de la Ve République. Je suis présidente d'une région, comme ici, au nom d'une majorité rassemblant toute la gauche, car telle est ma stratégie, l'union des forces de progrès. Seule cette stratégie permet de battre toute la droite. Alors, je vous pose une question : est-ce que par le passé, dans la vie politique, ceux qui se disent ni de droite ni de gauche n'ont-ils pas toujours fini par tomber du même côté ?

Dans cette campagne, ceux qui y ont intérêt cherchent à brouiller les cartes, soit parce qu'il faut oublier qu'ils sont comptables du bilan, ou alors pour faire oublier que les élus dont ils relèvent dans toutes les assemblées locales gouvernement pratiquement partout avec la droite.

Le candidat de l'UMP lui-même cherche à faire oublier qu'il est le candidat sortant. Eh bien, mes chers amis, je vous le demande, il est temps de faire cesser cette confusion molle et de mettre la vérité devant. La vérité, pour les Français, c'est d'abord la politique par la preuve. Et le bilan du candidat sortant, il est là : une croissance plus faible que dans la plupart des pays européens, un chômage qui ne baisse que dans les statistiques officielles faute de créations d'emplois, un endettement public qui est passé de 900 à 1 200 milliards d'euros en moins de cinq ans, un déficit cumulé des comptes sociaux de plus de 60 milliards d'euros depuis 2002, un déséquilibre historique de la balance commerciale, 30 milliards d'euros ; en d'autres temps, nous aurions payé cette ardoise par une dévaluation du franc. Et comment justifier l'augmentation de plus de 200 000 du nombre de RMlistes ? La progression de la précarité, dès lors que 70 % des embauches se font en CDD ou en intérim ? L'amputation du pouvoir d'achat des retraités, la stagnation des salaires et la hausse des prélèvements obligatoires ? Mais comment venir devant les Français avec une telle succession d'échecs ? C'est une mission impossible ! Et même sur ce qu'il voudrait être son propre terrain, celui de la sécurité, les chiffres infligent un démenti cinglant, et là aussi, il y aura un travail immense pour reconstruire ce qui a été détruit. Depuis 2002, jamais la délinquance des mineurs n'a autant progressé, jamais notre pays n'a connu un tel déchaînement de violences urbaines pendant plus de trois semaines. Alors c'est vrai, nul candidat sortant ne peut être élu sur un tel bilan. Si je dis cela, ce n'est pas pour tomber dans je ne sais quelle polémique dont les Français sont fatigués, mais c'est parce que je crois que la morale politique, à un moment, c'est de savoir rendre compte sur ses actes. Et comme c'est très difficile pour le candidat de la droite sortante de rendre des comptes sur ses actes, alors il préfère fuir, s'échapper, s'évaporer du gouvernement, tout en gardant tous les avantages de l'appareil de l'État. Quel terrible paradoxe, où celui qui prétend rompre avec une équipe disqualifiée s'accroche jusqu'au bout à un gouvernement, pour bénéficier encore pour quelques jours des moyens considérables que lui donne son Ministère !

En politique, c'est la constance dans l'action qui rassure et par les variations selon les circonstances. Alors oui, la clarté est là, les Français vont avoir le choix dans deux mois entre la continuité qui a son candidat et le changement, le changement profond qui consiste à mettre de la justice pour donner de la force, un changement dans les institutions pour mettre des contre-pouvoirs afin de donner de la responsabilité au peuple français, un changement dans la méthode, mettre de la démocratie pour donner la confiance, et un changement sur la morale politique et sur l'exigence d'efficacité.

Voilà pourquoi la clarté exige la confrontation des projets. J'y suis prête. J'ai présenté le pacte présidentiel, c'est ma vision de la France. Mes engagements, une centaine de propositions autour de sept piliers qui répondent au double défi de l'urgence et de la préparation de l'avenir : le travail pour tous, le pouvoir d'achat garanti, la réussite éducative et culturelle, la lutte contre toutes les formes de violence, les sécurités durables, l'excellence environnementale et la République nouvelle. Et vous êtes venus très nombreux pour m'aider à construire ce pacte dans cette phase de débat, plus de 2 millions ! C'est ce qui en fait la solidité, la modernité, et qui en garantit l'efficacité et la justice. Plus de deux millions d'entre vous sont venus, d'une façon ou d'une autre, dire ce qu'ils avaient sur le cœur et que la société politique ne voulait plus entendre. Eh bien, cette parole, vous l'avez prise. Non seulement je vous demande de la garder, non seulement à ceux qui ne l'ont pas prise, je vous demande de la prendre au plus vite sur ce Pacte présidentiel, mais je vous annonce qu'avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous, et de cela, de cette phase d'écoute, oui, j'en suis fière. Et cela ne veut pas dire, comme feignent de le croire ceux qui me critiquent et qui font tout pour caricaturer, que j'ai oublié en chemin que la politique, c'est l'art de choisir, de trancher, et de le faire d'une manière qui n'est pas nécessairement populaire. Cela ne veut pas dire, non, que j'ai oublié que l'un des premiers gestes de François Mitterrand, l'un des plus beaux, l'un de ses plus grands gestes, l'un de ces vrais actes qui donnent à la politique sa noblesse fut l'abolition de la peine de mort, à laquelle il savait qu'une majorité de Français n'était pas favorable. De la même façon, lorsque je dis, et je sais que cela bouscule les habitudes, lorsque je dis que nous construirons la France métissée, c'est-à-dire la France qui fait de toutes ses différences, y compris de ses identités régionales, qui fait de toutes ses différences avec tous ses enfants, d'où qu'ils viennent, ceux qui sont issus de la première, de la deuxième, de la troisième génération, et je ne veux plus qu'on utilise cette expression, que l'on n'utilise jamais pour les enfants venus des pays d'Europe, cette France métissée, c'est-à-dire celle qui est faite de toutes ces différences, cette France-là doit se lever, parce qu'on a besoin de toutes ces forces, de tous ces talents, dans leur diversité et dans leur authenticité. Alors que l'on cesse de crier au populisme parce que j'ai pris la peine, avant d'agir, d'entendre ce que le peuple a à nous dire. Qu'on cesse de me brandir devant le nez l'épouvantail de la démocratie d'opinion parce que je reviens tout simplement aux sources de la démocratie, dont le premier principe est, que je sache, qu'on gouverne avec le peuple et pas contre lui.

Faut-il que notre culture démocratique soit tombée bien bas pour ce que ce geste tout simple, ce geste et ce temps d'humilité républicaine, élémentaire, ce geste qui dit que nous sommes justes, nous, les femmes et les hommes aspirant à gouverner la France, les serviteurs du peuple, faut-il que la démocratie ait perdu le sens de ce qu'elle est, et que l'arrogance du pouvoir ne connaisse plus de limites pour que ce geste surprenne à ce point ?

Je vais vous dire, chers amis, ce Pacte présidentiel, il est le fruit de la parole des Français, mais il est aussi le fruit de toute une équipe, et le fruit d'une série d'arbitrages et de choix. Jamais, vous m'entendez, jamais

non plus je n'oublierai tout ce qui m'a été dit. Odile, cette mère célibataire, admirable de courage et de dignité, qui attend un logement depuis quatre ans et qui m'a raconté sa honte de vivre avec ses deux filles dans une chambre de 12 mètres carrés. Je n'oublierai jamais ces petits retraités qui sont venus tout discrètement dire que depuis quelques années, ils ne faisaient plus qu'un repas par jour. Je n'oublierai jamais cette dignité des pères des familles bafouées parce qu'ils sont au RMI et qu'ils font semblant de se lever le matin pour que leurs enfants aient le sentiment qu'ils ont un vrai travail. Jamais je n'oublierai ces cris de détresse silencieuse, ces vies brisées, ces familles humiliées, ravagées par l'injustice, ces destins marqués au sceau d'une malédiction qui ne dit pas son nom, les inégalités et les précarités. C'est cela qui me donne, qui nous donne aujourd'hui le désir de nous battre, de vaincre et de proposer cette politique d'alternance, le vrai changement, celui qui sera capable de répondre à leur attente et à leurs espérances.

C'est à cause et grâce à cette écoute et à ce travail que ce Pacte présidentiel est solide. Et je suis fière, je vous le répète, et c'est pourquoi je me sens solide et sereine, parce que je l'ai construit, ce pacte, ce sont les fondations de la maison France. Je suis fière d'avoir renoué le temps de son élaboration avec cette tradition française qui est celle des cahiers de doléances et que j'ai appelés les cahiers de l'espérance.

Et d'ailleurs, je vais vous dire : je crois qu'aujourd'hui, on ne peut tout simplement pas faire autrement. Je crois qu'on ne peut pas prétendre présider aux destinées d'un pays comme la France si l'on ne commence pas par entendre ce que les Français ont à dire. Parmi tous les candidats, je suis la seule à avoir accompli cette démarche, car je crois tout simplement que l'on ne peut plus diriger un pays moderne sans écouter tous ses citoyens et leur intelligence collective, sinon c'est la crise sociale assurée, sinon c'est les beaux projets de réformes sortis des cartons des technocrates qui y retourneront aussi vite parce qu'ils seront inapplicables.

Je dis aux Français aujourd'hui que le temps de l'imagination et de l'audace est revenu, et souvent, ils en ont davantage que les responsables politiques, et c'est pour ça qu'il faut être à l'écoute. Et je vous le dis, l'attente de changement, elle est profonde, et donc, je suis la candidate qui incarne ce changement profond, et je suis la seule à avoir fait cette démarche d'écoute. C'est pourquoi, avec vous, je sens que cette force collective, que cette force populaire est en marche. C'est avec la vérité des paroles qui ont été évoquées que je porte aujourd'hui la vérité d'une France neuve et qui veut se relever.

Je suis allée à la rencontre de tous et de toutes. Et tous les élus ici présents, et je les en remercie, ont fait cette démarche. Et vous, militants, sympathisants, citoyens, qui êtes venus et qui allez continuer, je l'ai dit et je vous le demande, à prendre la parole sur ce Pacte présidentiel pour nous dire dès maintenant comment nous allons faire pour l'appliquer parce que les engagements que je prends devant vous, ils seront tenus puisqu'ils ont été construits avec vous.

Et ce sont à la fois les plus vulnérables comme les plus forts qui ont parlé, ceux qui vont bien comme ceux qui décrochent ou qui ont peur de décrocher, ceux qui sont nos partisans depuis toujours et ceux qui ne le sont pas. Et c'est pourquoi j'ai confiance, c'est pourquoi je sais que ça marchera, c'est pourquoi ce Pacte présidentiel, ce programme, il est un pacte d'honneur et de confiance.

Alors, j'ai entendu les objections, on m'a dit : « Mais ce n'est pas un programme, ce n'est pas un pacte, c'est un catalogue. »

Alors, laissez-moi vous dire, le reproche du catalogue, c'est déjà le reproche que l'on faisait à François Mitterrand en 1981 lorsqu'il allait à la bataille avec vous avec ses 110 propositions ; c'est aussi ce qu'on disait à Léon Blum quand il proposait les congés payés, la semaine de 40 heures, les assurances sociales, la lutte contre la misère, les grands travaux pour relancer l'emploi et même la résistance au fascisme qui montait. Même chose, il a gagné, c'est une autre belle et grande page de notre histoire et c'est dans cette tradition que je m'inscris.

Non, ce n'est pas un catalogue car, lorsqu'on propose un projet et une vision de la France qui prend à bras-le-corps la crise des banlieues, la crise économique, la crise sociale, la crise éducative, la crise morale qui rongent notre société, la crise écologique, ce n'est pas un catalogue, c'est un projet, c'est une vision pour remettre la France debout.

Quand on propose une vision qui, sur la crise des banlieues par exemple, est le seul projet à proposer à la fois la plus grande fermeté et l'écoute du malaise social à laquelle conduit ou que révèle cette délinquance, quand on avance un programme qui dit à la fois : oui, il faut sévir, il faut à la première incartade répondre par une sanction ferme, rapide et proportionnée, créer des polices de quartiers, renforcer la justice des mineurs, mais, attention, sévir ne suffit pas, on ne va pas envoyer tous les matins des bataillons de police ou de gendarmerie pour régler les problèmes car les jeunes ont d'abord un potentiel, et c'est ce potentiel dont la France a besoin, les banlieues, c'est notre nouvelle frontière, c'est notre objectif, c'est la réalisation aussi d'une France qui doit se lever dans ses quartiers car on a besoin de ses talents, de ses énergies, de ce potentiel. Et c'est cette vision-là de la France que je défends. Ce n'est pas un catalogue, c'est un plan d'urgence, c'est un plan de salut public, c'est le seul plan qui peut permettre à la France d'éviter le délitement du lien social qui la menace et que nous sentons tous venir.

C'est l'urgence et c'est la préparation de l'avenir. Je ne veux pas de cette société toujours plus brutale où, comme je l'ai entendu lors d'un débat, une bonne partie des violences est engendrée par le mépris. Je ne veux pas entendre parler, je ne veux plus qu'on me parle de discrimination positive parce que, ce que la République doit construire, c'est tout simplement de l'égalité réelle.

Non, ce n'est pas un catalogue lorsque l'on propose tout simplement une France efficace et juste. Et quand je dis : le règne sans fin du profit est intolérable aux gens modestes, quand je dis : le spectacle de la spéculation foncière effrénée est insupportable à ceux qui vivent de leur travail et il est dramatique pour ceux qui n'arrivent pas à en vivre, et quand j'ajoute : on ne peut pas, face à cela, tolérer une France où 23 % des jeunes sont sans emploi, où l'âge du premier emploi n'en finit pas de reculer, où la précarité des contrats se généralise où la moitié des salariés perçoivent moins de 1 400 € par mois, où quatre millions de salariés sont payés au salaire minimum, ou moins que cela, et parfois au bout de trente ans de travail, où il y a sept millions de pauvres qui vivent avec moins de 700 € par mois, où deux millions d'enfants sont condamnés à vivre dans la pauvreté. Oui, quand je dis que dans un pays comme la France on ne peut pas tolérer que deux millions de personnes aient recours à l'aide alimentaire. On ne peut pas tolérer 2 000 accidents graves du travail par jour, on ne peut pas accepter qu'à 35 ans un ouvrier ou un employé ait sept ans de moins d'espérance de vie qu'un cadre supérieur, que 40 % des salariés soient exposés à des produits chimiques sur leur lieu de travail, quand je dis : je ne veux pas d'une France où les femmes sont les premières victimes des bas salaires, des petites pensions et où l'écart des salaires avec les hommes à qualification égale est à 25 %. Je dis que, lorsqu'il y a tout cela dans la France, c'est que le pacte social est rompu. Et le pacte présidentiel, c'est d'abord cela, c'est répondre à ces colères et c'est déboucher sur des engagements précis qui permettront à la France de se relever.

Alors, le débat sur le chiffre s'est ouvert. Eh bien, je passe sur le fait, allez, ne polémiqons pas, que cette polémique vient surtout d'un candidat qui a lui-même un très gros problème de chiffre. Il a promis à tellement d'interlocuteurs, il a pris tellement d'engagements contradictoires avec tous ses clients potentiels que les calculettes de l'IDUMP se sont affolées et que ses plus chaus partisans lui ont dit : « Halte là ! Halte à la démagogie, halte au clientélisme, halte au n'importe quoi. »

Je passe aussi sur le cas d'un autre candidat qui a également exigé le chiffre. Lui, c'est plus simple, il n'a pas de problème de chiffre vu qu'on ne sait toujours pas quel est son projet ; si ce n'est de se plaindre, qu'il ne passe pas suffisamment dans les médias.

Je passe encore, mais là c'est plus grave, sur l'état chiffré celui-là dans lequel ils nous laisseront la France. Je le dis et je le répète, une dette publique insoutenable. Les intérêts de cette dette qui sont générés représentent à eux seuls la deuxième dépense du budget de la Nation, le déficit des comptes sociaux, j'en ai parlé, notre commerce extérieur déficitaire de 30 milliards d'euros, c'est-à-dire l'équivalent d'un million d'emplois perdus. Voilà leur chiffre. À nous d'exiger plutôt qu'ils réparent ce qu'ils ont détruit.

Alors, soyons sérieux, j'ai cité François Mitterrand et Léon Blum tout à l'heure, et d'autres, il y a d'autres noms que j'aurais pu évoquer, d'autres noms de ceux qui m'ont inculqué le sens du service public et que j'ai cheville au corps, au nom de quoi je suis ici aujourd'hui devant vous. L'un s'appelle Jacques Delors et l'autre Pierre Mendès France. Et ce qu'ils m'ont inculqué, l'un comme l'autre, c'est que la rigueur n'est pas le contraire du socialisme, mais que c'est sa condition de possibilité, sa prémisses, ce sans quoi rien ne se fait. Alors, ces mesures de mon Pacte présidentiel, laissez-moi vous dire en toute rigueur les choses : premièrement, elles sont chiffrées, bien sûr. Il y a une équipe de campagne qui travaille à mes côtés, une équipe solide, une équipe qui est maintenant soudée et mobilisée, une équipe issue de toutes les sensibilités bien sûr du Parti socialiste, mais bien au-delà de la gauche et du camp républicain dans son ensemble. Et il n'y a pas un article de ce pacte dont nous n'ayons évalué les coûts directs et indirects, ainsi que d'ailleurs, et c'est là l'originalité de ma démarche, les bénéfices pour la communauté et pour la collectivité.

Car ce que je veux vous dire, c'est que les actions que je propose ont toutes un double volet : ce sont des actions de solidarité, mais ce sont aussi à chaque fois des actions d'efficacité qui feront que, si je suis élue, j'aurai la possibilité de les mettre en œuvre, l'économie marchera mieux, la croissance repartira de l'avant et la France se relèvera. Ce sont des mesures, si vous préférez, bien sûr qui ont un coût budgétaire, mais surtout elles rapportent, c'est-à-dire qu'elles créent de la valeur ajoutée. Et vraiment pour les évaluer, pour faire une évaluation honnête et juste, il faut prendre en compte ces deux paramètres, ajouter ces deux composantes, ce qu'elles coûtent dans un premier temps, mais ce qu'elles permettent de faire pour que la France avance de l'autre.

Par exemple, quand je propose d'augmenter le salaire minimum et les bas salaires, ainsi que les petites retraites, c'est bien sûr une élémentaire mesure de justice, mais c'est aussi, vous le savez bien, une façon d'injecter du pouvoir d'achat dans une économie où la consommation est en berne. Alors, à dépense égale, qu'est-ce qu'il vaut mieux ? Baisser les impôts des plus riches, comme le propose le candidat de la droite, avec un effet nul sur la croissance, et même des effets secondaires sur la spéculation immobilière et sur la hausse des prix du foncier ? Ou bien faire, comme nous le proposons, augmenter les bas salaires afin d'augmenter le pouvoir d'achat du plus grand nombre ?

Ou dites-moi, pour la richesse collective, et pour la valeur ajoutée sociale, que faut-il faire ? Laisser se généraliser le travail précaire ? Baisser le niveau de protection sociale et, ce faisant, semer l'inquiétude, créer l'anxiété, générer une société où on n'a plus le moral ? Ou bien, comme je le propose, redonner courage, espoir aux salariés, leur rendre leur dignité et de surcroît les réintroduire dans le circuit de la France qui travaille ?

Oui, répondez-moi chiffre pour chiffre parce qu'on nous dira : « Mais les différents projets, c'est à peu près le même coût. », sauf que les dépenses ne sont pas les mêmes. Et qu'est-ce qui est le plus payant ? Harceler les jeunes en recherche d'emploi, les humilier et laisser se créer à la marge de nos villes des vastes territoires perdus pour la République et pour les entreprises ?

Ou bien créer, comme je le propose, un droit au premier emploi pour les jeunes, un nouveau droit permettant à chaque jeune, à sa majorité, de disposer d'un prêt gratuit de 10 000 € pour construire son premier projet de vie et tout simplement pour comprendre que la France a besoin de déployer sa créativité, ses énergies et ses talents ?

Alors j'ai entendu dire aussi : « Avec les socialistes c'est toujours pareil, les droits s'ajoutent aux droits. » Ce qui ne va pas dans la mauvaise direction, vous l'avouerez. « Les socialistes, c'est l'assistantat. » Alors, je veux le dire très clairement ici : je suis contre une société de l'assistantat, je suis pour une société de la dignité et de la responsabilité car c'est trop facile de dire, projet contre projet, les uns qui disent : « Débrouillez-vous et que le meilleur gagne. » Moi, ce que je veux pour la France, c'est un État fort qui met en place les conditions égalitaires pour que chacun, au contraire, puisse construire sa vie, assumer ses choix, choisir son destin, maîtriser, se maîtriser et accéder à un emploi, l'emploi pour tous, c'est cela la France que je veux, une génération qui arrive à transmettre à la suivante les valeurs auxquelles elle tient. Et c'est cela notre différence.

Alors, c'est vrai qu'on est là pour aider à gauche, et heureusement, c'est nécessaire qu'on est là pour créer de nouveaux droits et corriger ainsi ce système qui, livré à lui-même, ce système libéral, brutal et destructeur pour les plus faibles. Et nous en sommes fiers. Mais, dans le Pacte présidentiel que je propose, il n'y a pas que cela puisque, au contraire, chaque nouveau droit créé par la collectivité va de paire avec un nouveau devoir. Vous ne trouvez aucune prestation nouvelle qui n'ait en contrepartie une obligation nouvelle et impérieuse pour celui qui en bénéficie.

Mon Pacte présidentiel, c'est un choix du gagnant-gagnant fondé sur la valeur travail et sur la possibilité pour chacun de se réaliser dans l'effort qu'il fournit pour les autres. Et par exemple l'engagement que j'ai pris de créer pour les jeunes sans ressources, et qui vivent de plus en plus nombreux dans la précarité, une allocation d'autonomie et d'entrée dans la vie active. Cette allocation leur sera versée en contrepartie d'une obligation de formation, d'une recherche active d'emploi et, pour les étudiants, d'un service d'heures de soutien scolaire gratuit auprès d'élèves en difficulté.

Et ma proposition est de créer une sécurité sociale professionnelle garantissant une rémunération égale à 90 % du dernier salaire perçu. Là aussi, il y a une contrepartie et une avancée collective. C'est à la fois stabiliser les entreprises qui sont confrontées à la concurrence internationale et qui ont besoin, il faut le dire ici clairement, qui ont besoin d'agilité pour conquérir les marchés et pour s'y adapter. Mais cette fragilité-là ne doit pas se faire au dépend de la précarisation du plus grand nombre et des salariés, c'est-à-dire toujours les mêmes. C'est le sens de la sécurité sociale professionnelle, c'est-à-dire des salariés bien sécurisés, qui auront en contrepartie l'obligation de formation ou de recherche active d'emploi, qui permettra aussi aux entreprises d'aller de l'avant sans écraser les salariés.

Autre exemple : la mise en place du plan massif de formation professionnelle permettra aussi à chaque salarié formé d'être mieux rémunéré. Et donc le salarié bien formé sera mieux payé, et l'entreprise qui paie mieux un salarié mieux formé aussi en est bénéficiaire puisque ce salarié sera plus productif, plus motivé, et donc l'entreprise sera plus compétitive.

Voilà la nouveauté ce pacte, et je le revendique en tant que candidate de la gauche. On a souvent dénié à la gauche la capacité de l'efficacité sur le plan économique, eh bien la voilà, la nouveauté. C'est la candidate qui est devant vous qui va réconcilier la France avec les entreprises. C'est la candidate qui est devant vous qui va permettre le déblocage de la machine économique. C'est la candidate qui est devant vous qui a compris, parce qu'elle est au contact des entreprises, des salariés et des citoyens, qui a compris qu'il fallait porter un autre regard, qu'il fallait voir différemment le développement économique et le développement durable, et que désormais, celui est appuyé, non pas sur un seul secteur, non pas simplement sur l'efficacité à court terme et le profit à court terme de l'entreprise, mais que cette efficacité économique et ce développement durable sont appuyés sur trois piliers à égalité de solidité, et que l'Etat doit aider à se développer et à se déployer : l'efficacité économique, bien sûr, mais aussi l'efficacité, la valeur ajoutée sociale, avec la formation professionnelle et la qualité du dialogue social, c'est la bataille de l'intelligence collective et de la meilleure organisation dans les entreprises, c'est la bataille de la matière grise. Le troisième pilier, c'est celui de l'excellence environnementale, avec tous les emplois qu'il faut créer dans ce secteur, des emplois non délocalisables, des laboratoires de recherche, une compétition mondiale à l'égard de laquelle la France doit rattraper son retard. Par conséquent, tout ce qui est investi et tout ce qui va coûter, bien sûr, dans un premier temps, mais qui permettra ensuite de développer des cercles vertueux, de remettre la France debout, de créer des valeurs ajoutées, comme l'ont fait d'autres pays, et il n'y a pas de raisons que la France ne réussisse pas à relever ce défi. Moi, je crois que la France réussira à relever ce défi si l'argent public est bien utilisé, s'il est investi là où il crée de la valeur ajoutée, s'il est investi là où il y a du potentiel de développement. C'est cela le défi que je vous propose, c'est en même temps créer cette efficacité-là, mais aussi raccrocher tous ceux aujourd'hui qui décrochent de l'emploi.

Bref, le Pacte présidentiel, c'est un plan d'ensemble, c'est un projet dans la durée, et ce projet a une cohérence qui tient justement à la défense de la valeur travail, car je le redis ici, si l'un de ces trois piliers vient à faiblir, l'économique, le social et l'environnemental, alors la défaillance d'un seul peut faire crouler le tout, c'est pourquoi je propose que l'Etat et les pouvoirs publics investissent massivement dans les secteurs que j'ai identifiés tout à l'heure. Car tout se tient. Cet engagement d'honneur et de confiance que j'ai pris avec chacun et chacune d'entre vous, il repose sur quelques idées fortes, des valeurs phares qui sont la clé de tout, et en particulier le droit à l'emploi, mais également le droit à l'éducation.

Je voudrais, ici, redire que l'éducation est au cœur de tout et en avant de tout, et que je redonnerai à l'école la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Mais je veux approfondir ici cette question de l'emploi. Je veux, si je suis élue, engager une lutte sans merci contre le chômage des jeunes, je l'ai dit à l'instant, un des plus élevés d'Europe, l'une des sources du découragement, de la révolte contre l'absence de futur et, au bout du compte, de la délinquance, car c'est l'absence d'emploi qui crée la délinquance. Le chômage n'est pas une loi naturelle, il n'y a pas de raisons que ce fléau nous frappe, nous Français, comme par hasard, plus que la plupart de nos voisins. Il y a des raisons, et c'est pourquoi je veux être la présidente du travail pour tous. Je vais vous dire comment.

Oui, et les annonces récentes l'Alcatel-Lucent sont dans tous les esprits, et je veux à nouveau m'appuyer sur cet exemple, pour dire que la France industrielle décroche et que notre économie perd son rang et que ce n'est pas une fatalité. La France a cessé d'investir dans les facteurs qui sont déterminants pour la croissance, et ce n'est pas une fatalité. Les nouvelles technologies, les industries de pointe, la recherche, l'éducation, la formation, la qualification, la matière grise sont notre capital le plus précieux dans la compétition internationale. C'est pourquoi les investissements majeurs du Pacte présidentiel vont dans cette direction. Les crédits aujourd'hui affectés à la recherche publique n'atteignent que moins de 1 % de notre richesse nationale, alors que les pays du Nord, le Japon et les États-Unis consacrent à la recherche et au développement le double de crédits que nous, et surtout, ils considèrent que les dépenses publiques sont des leviers pour développer l'investissement privé. C'est pourquoi le Pacte présidentiel, ce n'est pas des dépenses, c'est un investissement pour l'avenir.

Ce qui est grave aussi, c'est que la France consacre à ses étudiants un montant inférieur de 25 % à la moyenne des pays les plus développés. Ce qui est grave, c'est que la population active française est moins qualifiée que celle de nos principaux concurrents, et que la proportion des jeunes sortant de notre système éducatif sans qualification ou sans diplôme est un des plus élevés d'Europe. Alors, quant le pacte présidentiel investit dans ce secteur, ce n'est pas une dépense, ce n'est pas un coût, c'est un investissement pour l'avenir, qui rapportera ensuite, quand cet effort sera fait.

On nous dit que pour s'en sortir, il faudrait que chacun puisse travailler plus. Mais les chômeurs voudraient bien travailler plus, ils veulent tout simplement travailler. Les travailleurs pauvres, ils voudraient bien travailler plus, tout simplement pour passer à temps complet. Les salariés en CDD, ils voudraient bien travailler plus, quand ils aspirent tout simplement à un CDI. Alors la dernière trouvaille, la solution miracle, ce serait de libéraliser les heures supplémentaires, autant qu'en décidera l'employeur, et sans aucune cotisation sociale, ce qui privera d'ailleurs les salariés concernés des droits la retraite correspondants. Je dis ici que ces solutions simplistes ne sont pas sérieuses. Beau progrès en vérité que ce qui aboutira à ce qu'une heure supplémentaire coûte moins cher qu'une heure normale et que l'embauche d'un salarié qui n'a pas de travail. Cela reviendra à décourager toute nouvelle embauche, et donc à accélérer le chômage quand l'autre partie de la population serait contrainte d'intensifier la cadence. C'est exactement le contraire que je propose ; je propose : travailler tous et travailler mieux. Voilà l'avenir de la France !

Et la stratégie que je propose, c'est de travailler plus, de travailler tous et de travailler mieux, mais travailler plus, non pas au sens où ceux qui ont déjà un emploi devraient travailler plus, ou même ceux, comme je l'ai entendu, qui arrivent à l'âge de la retraite devraient travailler jusqu'à 70 ans, c'est aussi une proposition qui a été faite, ce que je propose, c'est de mettre davantage de jeunes à l'entrée en activité, c'est un travail valorisé et récompensé, c'est faire en sorte que le taux d'emplois augmente. Nous sommes le pays qui a à la fois le taux de chômage le plus élevé chez les jeunes et le plus élevé chez les salariés de plus de 50 ans, vous imaginez l'immense gaspillage ? Il y a au milieu un nombre restreint d'actifs, qui doivent porter la responsabilité de toutes les cotisations pour faire en sorte que les jeunes puissent chercher activement un emploi, et pour ceux qui sont les salariés plus âgés qui sont chassés de leur entreprise puissent retrouver la dignité. C'est cela le pacte que je vous propose, c'est du gagnant/gagnant, c'est de relancer la créativité économique, c'est la voie de la modernité. La voie de la modernité aussi, c'est un pacte avec l'ensemble des partenaires sociaux, c'est un pacte avec une vraie volonté industrielle. Il faut que l'Etat et les entreprises définissent ensemble une politique industrielle, les secteurs d'avenir, les technologies où investir. L'Etat doit assurer les conditions de leur réalisation dans un cadre européen et ne doit pas s'en laver les mains, comme aujourd'hui dans l'aéronautique ou dans les télécommunications.

Il faudra aussi tout mettre en œuvre pour aider les petites et les moyennes entreprises innovantes à grandir, à trouver leur financement au travers des sociétés de participation, à gagner des parts de marché à l'exportation. Il faudra enfin miser sur le développement des services de qualité dans les filières professionnelles. Ma stratégie, ensuite, je l'ai dit, c'est d'investir massivement dans la formation des salariés, je n'y reviens pas, mais cette formation doit s'organiser tout au long du parcours professionnel, de la formation des jeunes aux carrières des seniors, de l'entrée sur le marché du travail à la sortie du marché du travail. Et pour réussir, parce que c'est ça aussi un Etat moderne et une France neuve, c'est un nouveau pacte social où chacun, Etat, collectivités locales, patronat, artisanat, salariés et leurs représentants doivent trouver leur place. Je le dis solennellement, nous ne sortirons pas de la crise dans laquelle nous nous trouvons sans un partenariat radicalement neuf entre l'Etat et les partenaires sociaux. Oui, je veux donner aux organisations syndicales l'occasion de peser sur la vie économique et de créer des compromis économiques et sociaux pour que la France avance. Je veux de nouvelles règles de représentativité et de validation des accords. Je veux redonner de la respiration et de l'espace à la négociation collective. C'est en m'appuyant sur une démocratie sociale moderne que je m'engage à gouverner. C'est ainsi, je le répète, que nous forgerons les compromis dont nous avons besoin pour avancer, sur la question des retraites, sur la question du temps de travail, sur la question des salaires. C'est grâce à elle que, dans les entreprises, toutes ces questions relatives au travail, à ses conditions, à ses organisations, à sa durée pourront être résolues à la fois dans l'intérêt des salariés, mais aussi dans l'intérêt des entreprises, celles qui avancent, celles qui innovent, les vraies créatrices de valeurs et de richesse, et non pas celles qui, par une espèce d'immoralité économique, sont soumises aux fluctuations du libéralisme financier intolérable et qui procèdent aux licenciements de confort, alors même qu'elles font des bénéfices. C'est une nouvelle fois le cas chez Alcatel. Je ferai la différence entre ces entreprises à la recherche éfrénée du profit financier maximal et dont les décisions sont prises à l'extérieur de nos frontières dans je ne sais quel intérêt et de je ne sais quels fonds de pension et de je ne sais quelle rémunération d'actionnaires, nous remettrons de l'ordre économique juste dans tout cela, et les crédits publics iront prioritairement aux entreprises qui se battent tous les jours pour créer des emplois.

Oui, ma stratégie sera de redéployer les moyens de la puissance publique pour servir cette politique du travail pour tous.

Aujourd'hui, l'Etat et les collectivités locales dépendent plus de 65 milliards d'euros en aides diverses aux entreprises, avec des effets d'aubaine invraisemblables, sans réelle évaluation de leur efficacité. Je veux reconsidérer cette façon de faire et consacrer prioritairement ces crédits publics à l'investissement dans les secteurs d'avenir, dans les infrastructures nécessaires et dans les efforts faits pour l'exportation.

On me parle chiffrage, on me somme d'indiquer comment je ferai face aux dépenses d'avenir, et c'est légitime. Je vous le dis pour y répondre, je m'engagerai sur une profonde réforme de l'Etat et des finances publiques, pour faire en sorte qu'un euro dépensé soit un euro utile, pour que toutes les dépenses de l'Etat soient productives et qu'on mette fin à toutes les formes de gaspillage, pour les orienter massivement vers les ressorts de la croissance et vers la protection des personnes. Voilà la France du travailier mieux et du travail pour tous, qui conjugue réussite et efficacité, droits et devoirs, progrès et modernité. C'est une France qui permet à la réussite de chacun de contribuer à la réussite de tous, c'est une France, bien sûr, qui travaille plus mais qui travaille plus en donnant du travail au plus grand nombre, c'est une France d'harmonie.

Et à ceux qui tentent d'opposer les uns aux autres, les salariés opposés aux chômeurs, les retraités du régime général contre les retraités des régimes spéciaux, les fonctionnaires opposés aux salariés du privé, ces fonctionnaires qu'on humilie de façon indigne lorsqu'on leur dit qu'un départ sur deux à la retraite ne sera pas remplacé, c'est une façon de leur dire : mais un agent public sur deux ne sert à rien ! Cette façon de faire, démagogique, est insupportable. Là se trouve le populisme. Moi je vous le dis, le service public, on en a besoin ! Bien sûr, il doit se réformer ; bien sûr il doit avancer.

& Et je le répète, je veux articuler la solidarité et l'efficacité, c'est-à-dire, et je le redis parce que c'est important, tout le contraire de l'assistance. La droite la dénonce, mais finalement elle l'organise chaque jour en renforçant les exclusions et les précarités. Moi, j'affirme que chacun a droit, lorsqu'il trébuche, de trouver les sécurités qui lui permettront de s'en sortir et on lui demandera les efforts en contrepartie de cette solidarité nationale. Le jeune, l'éleveur qui a peine à suivre l'école doit bien sûr faire l'effort indispensable pour renouer à la réussite scolaire, mais il a droit aussi à un soutien scolaire gratuit et à l'aide aux devoirs si sa famille ne peut pas lui donner.

Bien sûr, les patrons d'entreprises, les commerçants et les artisans prennent leurs responsabilités, le métier d'entrepreneur est un métier à risque au sens le plus noble du terme, mais ils ont droit de recevoir plus d'aides sous les formes d'allègements de cotisations, d'aides à l'innovation dont les grandes entreprises, qui ne sont pas menacées, ne devraient pas avoir droit. Les petites entreprises et les moyennes entreprises doivent avoir accès au crédit et elles auront une part réservée dans les marchés publics et je demanderai au système bancaire de faire son devoir. Car, combien d'entreprises connaissons-nous qui sont obligées de se tourner vers les collectivités territoriales pour avoir des prêts ? Comme si c'était notre métier, collectivités territoriale ! Comme si c'était le rôle de l'impôt payé par tous les Français que de faire des prêts aux entreprises.

La France est un des pays où le système bancaire est un des systèmes qui exercent le moins leur responsabilité de prise de risque à l'égard des entreprises. Et l'ordre économique juste, c'est un ordre où chacun remplit sa tâche, où chacun accomplit son devoir, où chacun fait le métier pour lequel il est rémunéré. Voilà la société que je veux construire avec vous.

Il n'est pas de droit nouveau que je ne veuille accompagner d'un devoir nouveau, je le dis ici et je le répète.

Enfin, la question des solidarités, c'est aussi la question des familles, et c'est par-là que tout commence car, si les familles fonctionnent bien, assument leur devoir d'affection, d'éducation et de surveillance, alors les enfants démarrent sous de bons auspices et dans de bonnes conditions.

Et là aussi les investissements et les efforts financiers du Pacte présidentiel pour le logement constituent une action pour avoir, et c'est la base, une vie de famille sécurisée. Et là aussi l'investissement dans le logement, c'est un investissement dans l'avenir parce que cela permet aux familles d'éduquer et d'élever correctement leurs enfants. Et c'est pourquoi les inégalités criantes dans ce domaine doivent impérativement se réduire. C'est le sens de l'ensemble des mesures concrètes que je propose sur le logement, la création d'un service public de la caution qui permet d'assurer les payés de loyers et de rentrer dans un logement sans avoir à déboursier trois mois de loyer. L'incitation, par une sur-taxation dissuasive, des réquisitions de logements vacants spéculatifs inoccupés par les collectivités territoriales, la mise en place par les Régions d'un programme de logements pour les étudiants et pour les jeunes. Et enfin la construction des 120 000 logements sociaux dont la France a besoin et qui, faute d'obéissance à la loi de solidarité urbaine par certaines communes, ne sont pas tout simplement construits. L'Etat assumera ses responsabilités et se substituera aux communes défaillantes qui s'enferment dans leur égoïsme territorial.

Et puis je veux vous parler de la France dans le monde car la place de la France sera assumée. La France, ce sont des valeurs exigeantes et neuves, proclamées par la Révolution française et qui ont permis à notre pays d'écrire une des plus belles pages de son histoire. La France, ce sont des valeurs universelles que nous devons continuer à porter haut si nous ne voulons pas décevoir ceux qui ont foi en nous et qui attendent quelque chose de nous.

Nous n'avons pas le droit de rester des spectateurs muets, apeurés, bientôt victimes du monde comme il va. Nous n'avons pas le droit de nous éloigner de la scène, de renoncer, de laisser faire la mondialisation dans ses effets les plus pervers. Je ne veux pas me résigner à ce que la France sorte de l'histoire.

Ou considérons-nous que nous avons encore quelque chose à dire encore au monde et quelque chose à lui apporter, je le crois, et les Français aussi le croient avec moi. Je sais que les Français le veulent. On les dit parfois égoïstes, repliés sur eux-mêmes, sur leurs petits soucis. Quelle erreur ! Quelle méconnaissance de leur curieuse génie ! Notre peuple est un peuple généreux, c'est le peuple qui a inventé Médecins sans frontières et les Médecins du monde, c'est l'un des peuples où le mouvement associatif est en Europe le plus vivant, c'est un peuple qui, n'en déplaise à ceux dont l'horizon se borne aux grandes lignes de la mondialisation financière, rêve de voir son pays reprendre un rôle actif sur la scène du monde.

Alors les fins de la politique de la France, si je suis élue, seront fidèles à ce vœu, elles seront simples, exigeantes, fidèles à notre vocation la plus haute : la paix, bien sûr, la sécurité pour tous les États, sans doute, mais aussi le développement pour tous, la justice pour les peuples et le refus des dictatures.

La paix, elle est possible, fondée sur l'équilibre d'un monde multipolaire, c'est pourquoi tous les efforts visant à faire redémarrer l'Europe et en faire une puissance également politique seront poursuivis avec une ardeur particulière. C'est pourquoi tout sera fait pour remédier au déséquilibre des puissances qui est la règle aujourd'hui dans nos rapports avec nos partenaires et alliés. C'est pourquoi, si je suis élue, la France pèsera de tout son poids pour que soit respecté le droit international. La sécurité implique que nous continuions à déployer nos forces au service du droit partout où il est bafoué et elle implique que, du Proche au Moyen Orient par exemple, nous pesions de tous notre poids en faveur de ces deux aspirations indissociables, également impérieuses : la justice pour les Palestiniennes, la justice et la sécurité pour Israël et pour ses citoyens.

L'objectif n'est pas inaccessible, je veux que la France soit le pays qui fera que l'Europe décidera enfin de peser fortement en faveur de cette paix, la France au sein de l'Europe a l'autorité nécessaire pour rappeler les principes et aider à l'avènement de cette paix durable et garantie.

La justice pour les peuples, aussi, le développement, cela implique que la France, qui fut l'une des premières à plaider pour l'aide publique aux pays défavorisés, accepte de donner l'exemple et indique le chemin à tous ceux qui s'accrochent à bon compte des promesses non tenues et des inégalités criantes. Et nous ne nous sauverons pas tout seuls, notre avenir dépend de notre capacité à réduire les inégalités entre les pays pauvres et les pays riches. Et nous en avons le moyen. Nous devons réformer en profondeur l'aide au développement et en particulier à destination de l'Afrique. L'Afrique est accablée de tant de maux et de tensions. Et, je le dis ici, la seule solution pour mettre fin aux migrations de la misère se trouve dans le co-développement, dans la réforme des flux financiers, dans les micro-crédits, dans l'aide directe, dans les circuits courts, dans la défense de la dignité de ceux qui veulent rester dignement dans leur pays, y vivre, et donner à leurs enfants de quoi se nourrir, se soigner et s'éduquer.

Et puis je voudrais vous dire aussi, parce que j'y suis allée, vous dire que la Chine n'est plus un simple géant économique, ce sera bientôt un géant politique et je veux que la France soit la première à prendre en compte cette montée en puissance politique et en tirer toutes les conséquences.

Mais je le dis ici, je veux que la France soit à la pointe de la vigilance sur le non-respect des droits humains car la démocratie est un bien commun. La démocratie, ce ne sont pas des valeurs réservées aux uns et interdites aux autres, et c'est là que j'aurai à cœur, si je suis élue, de rappeler à nos partenaires chinois.

Et puis les États-Unis, partout nous agissons, ne seront pas loin. Ils seront là, puissants, amicaux et généreux comme l'histoire récente l'a montré, mais hélas souvent emportés par leur puissance à commettre de terribles erreurs. Et la taille n'ayant rien à faire avec les principes, et le déséquilibre des puissances n'ayant jamais été nulle part une raison de se taire, nous ferons entendre notre différence. La France l'a fait à propos de l'Irak, elle n'a hélas pas été entendue, mais elle l'a fait et sa voix a sonné juste. Je voudrais à l'avenir qu'elle continue de sonner juste. Je veux qu'en parlant plus haut et plus vrai notre voix porte plus loin.

Voilà, je veux être la présidente de cette République-là !

Oui, je veux être la présidente d'une République où l'on saura se montrer intraitable partout où seront bafouées les valeurs liées à notre tradition d'humanisme et de lumière. Le Pacte présidentiel que je vous propose est exigeant. Je ne tomberai jamais dans la facilité de la promesse électorale qui n'engage que le temps de la formuler. Relever la France suppose que nous nous y mettions tous, mais aussi que l'effort soit justement réparti. J'ai besoin de vous pour porter ce pacte. Il est le vôtre. Oui, j'ai besoin de vous, ce pacte est le vôtre, il m'oblige, pourquoi est-ce que je parle de pacte et non pas de projet et de programme ? Parce que c'est un engagement réciproque, un engagement que je prends à l'égard du peuple français et un engagement que le peuple français prend parce qu'il a pris la parole et qu'il veut se reconnaître dans la France que je veux construire avec vous tous et qu'il sait bien, parce que nous l'avons entendu, la France qu'il ne veut pas, il ne veut pas de la France des brutalités, des ruptures, des fractures, des faux-semblants, des fausses promesses, des injustices, des avantages toujours donnés à ceux qui en ont le plus, et du mépris toujours donné à ceux qui sont au bord du chemin. Cette France-là, nous n'en voulons pas et c'est tout le sens du Pacte présidentiel.

Le voulez-vous ce pacte ? Voulez-vous le porter ? Est-il le vôtre ? Alors tournez-vous vers les Français, redonnez-leur la parole, je vous le demande, vous qui êtes aujourd'hui si nombreux à Rennes et dans une autre salle me dit-on, devant un écran vous êtes plus de 4 000 parce que vous n'avez pas pu tous entrer dans cette salle.

Je vais vous faire une confidence : on m'interroge sur mon équipe de campagne. Je vais vous dire un secret : mon équipe de campagne, c'est vous. Me voulez-vous ? J'ai besoin de vous. Vous êtes mes porte-parole, je vois votre affection, votre énergie, votre engagement,

J'ai compris aussi vos doutes, vos inquiétudes, à chaque fois on me dit : « Mais demain, elle joue à quitte ou double. » Eh bien, à chaque fois je double et c'est avec vous que je vais doubler.

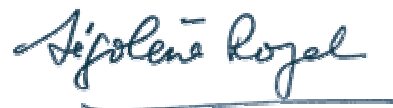
A chaque étape on me dit de faire mes preuves, à chaque mot prononcé on me dit : « Mais qu'est-ce qu'elle raconte ! » Mais j'en ai autant qu'eux de l'expérience et des exigences. Et je suis plus forte qu'eux parce que c'est avec vous que j'avance.

Oui, mon équipe de campagne, c'est vous, déployez-vous, partez convaincre, soyez fiers de cette espérance. N'ayez peur de rien !

Vous êtes là, non pas pour gagner, non pas un camp contre un autre, vous êtes là pour me porter parce que je porte vos idées, parce que je porte une France neuve, une France qui a envie de se relever, une France qui a envie de se rassembler et de s'aimer en elle. Alors, je suis là pour être avec vous si vous le décidez, celle qui vous conduira vers le changement, la voulez-vous cette France neuve ? La voulez-vous cette France juste ? Le voulez-vous ce désir d'avenir ? La voulez-vous cette France forte ? La voulez-vous cette République du respect ? Le voulez-vous ce progrès pour tous ? Le voulez-vous ce travail pour chacun, ce pouvoir d'achat défendu, ces inégalités qui reculent, ces enfants qui réussissent à l'école, cette excellence environnementale, les familles sécurisées ? Oui, cette France neuve qui se relève grâce à votre voix, je la veux avec vous. Cette victoire, nous la voulons et nous devons la mériter. Nous devons y travailler.

Vive la République !

Vive la France que nous allons relever !



Ségolène Royal